

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2019/200342]

- 25 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2014 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires de l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.231, § 2, tel que modifié par l'article 269 du décret programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2014 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires de l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 octobre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2014 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires de l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 3^o est remplacé par ce qui suit : « 3^o conseil d'administration : le conseil d'administration de l'Agence au sens de l'article D. 230/1 du Code wallon de l'Agriculture; »;

2^o le 6^o est abrogé.

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « La gestion journalière est assurée par le directeur général et, sur délégation expresse de sa part ou en cas d'incapacité ou d'absence de plus de trois jours, par un des deux directeurs des directions de l'Agence désigné à cet effet. »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé;

3^o il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les délégations en matière de dépense ne peuvent pas être accordées aux titulaires de fonctions incompatibles avec celles d'ordonnateur en vertu du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

“ Art. 3/1. Le directeur général peut déléguer, aux conditions et modalités qu'il fixe, tout ou partie des pouvoirs de signature dont il est investi. Il en informe le conseil d'administration. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

“ Art. 5/1. Le directeur général a délégation pour exercer toute poursuite, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux. Il représente l'Agence dans les actes judiciaires et extra-judiciaires. ».

Art. 5. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, au 1^o, les mots « du directeur général adjoint et » sont abrogés et il est complété par les mots « et, en l'absence de directeurs, à l'égard du personnel affecté au sein des directions concernées »;

2^o à l'alinéa 2, le 2^o est abrogé.

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. Délégation est accordée au directeur général pour octroyer au personnel relevant de son autorité des dispenses de service justifiée par des circonstances de force majeure. ».

Art. 7. A l'article 9 du même arrêté, les mots « ministre délégué à cette fin » sont remplacés par les mots « conseil d'administration ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

« Art. 9/1. Délégation est accordée au directeur général pour :

1^o signer les contrats d'occupation d'étudiants;

2^o signer les conventions de stage non rémunérées. ».

Art. 9. A l'article 12 du même arrêté, le mot « ministre » est remplacé par les mots « conseil d'administration ».

Art. 10. Dans le même arrêté, l'article 15 est modifié comme suit :

« Art. 15. A l'exclusion des subventions au bénéfice de tiers, une délégation est accordée au directeur général, jusqu'à concurrence d'un montant de 50.000 euros pour engager, approuver et ordonner, dans le cadre des activités de l'Agence, toute dépense imputable sur le budget général de l'Agence. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

« Art. 15/1. Une délégation est accordée au directeur général pour octroyer, liquider et payer les subventions au bénéfice de tiers jusqu'à concurrence du montant de 6.000 euros. Il communique au conseil d'administration la liste des subventions accordées lors de chaque réunion.

Les subventions d'un montant supérieur à 6.000 euros sont octroyées par le Ministre de l'Agriculture, une délégation est octroyée au directeur général pour leur liquidation. ».

Art. 12. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « et au directeur général adjoint » sont abrogés;

2^o au paragraphe 2, le mot « ministre » est remplacé par les mots « conseil d'administration ».

Art. 13. L'article 17 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Les dépenses d'un montant supérieur à ceux visés à l'alinéa 1^{er} sont engagées, approuvées et ordonnancées par le conseil d'administration. Une délégation est octroyée au directeur général pour leur liquidation. ».

Art. 14. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 25 octobre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200342]

25. OKTOBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2014 über die Vollmachtserteilungen an statutarische Bedienstete der Wallonischen Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité")

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.231 § 2, so wie abgeändert durch Artikel 269 des Programmdekrets vom 17. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Beschäftigung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur und Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2014 über die Vollmachtserteilungen an statutarische Bedienstete der Wallonischen Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité");

Aufgrund der am 18. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 25. Oktober 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 25. Oktober 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2014 über die Vollmachtserteilungen an statutarische Bedienstete der Wallonischen Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité") wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt: "3° "Verwaltungsrat": der Verwaltungsrat der Agentur im Sinne von Artikel D.230/1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;"

2° Ziffer 6 wird gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt: "Die tägliche Geschäftsführung wird von dem Generaldirektor, und wenn dessen ausdrückliche Vollmachtserteilung vorliegt oder im Falle seiner Arbeitsunfähigkeit oder Abwesenheit während mehr als drei Tagen, von einem der beiden Direktoren der Direktionen der Agentur wahrgenommen.";

2° Absatz 2 wird aufgehoben;

3° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Vollmachten in Sachen Ausgaben dürfen nicht den Inhabern von Ämtern erteilt werden, die mit dem Amt des Anweisungsbefugten kraft des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten unvereinbar sind."

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 3/1 - Der Generaldirektor kann zu den von ihm bestimmten Bedingungen und Modalitäten die Gesamtheit oder einen Teil der Unterschriftsbefugnisse, mit denen er versehen ist, übertragen. Er unterrichtet den Verwaltungsrat darüber."

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/1 - Der Generaldirektor ist bevollmächtigt, jegliche gerichtliche Verfolgung, jegliche Vorladung oder jegliches Erscheinen vor Gericht zu veranlassen. Er vertritt die Agentur bei den gerichtlichen und außergerichtlichen Handlungen."

Art. 5 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 Ziffer 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "1° der Generaldirektor gegenüber den ihm unmittelbar unterstellten Direktoren, und wenn keine Direktoren anwesend sind, gegenüber dem Personal der betreffenden Direktionen,"

2° Absatz 2 Ziffer 2 wird aufgehoben.

Art. 6 - In denselben Erlass wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 6/1 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um dem ihm unterstehenden Personal die Dienstbefreiungen zu gewähren, die aufgrund von Umständen höherer Gewalt gerechtfertigt sind."

Art. 7 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die Wörter "des zu diesem Zweck bevollmächtigen Ministers" durch "des Verwaltungsrats" ersetzt.

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Artikel 9/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 9/1 - Dem Generaldirektor wird eine Vollmacht erteilt, um

1° die Beschäftigungsverträge für Studenten zu unterzeichnen;

2° die Vereinbarungen über unbezahlte Praktika zu unterzeichnen."

Art. 9 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden die Wörter "des Ministers" durch die Wörter "des Verwaltungsrats" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 15 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

"Art. 15 - Unter Ausschluss der Zuschüsse zu Gunsten Dritter wird dem Generaldirektor eine Vollmacht erteilt, um im Rahmen der Aktivitäten der Agentur bis zu einem Betrag in Höhe von 50.000 Euro alle Ausgaben zu Lasten des allgemeinen Haushalts der Agentur festzulegen, zu genehmigen und anzusehen."

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel 15/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 15/1 - Dem Generaldirektor wird eine Vollmacht erteilt, um die Zuschüsse zu Gunsten Dritter bis zu einem Betrag in Höhe von 6.000 Euro zu gewähren, festzusetzen und auszuzahlen. Er teilt dem Verwaltungsrat bei jeder Sitzung die Liste der gewährten Zuschüsse mit.

Die Zuschüsse, deren Betrag 6000 Euro überschreitet, werden vom Minister für Landwirtschaft gewährt; zwecks ihrer Festsetzung wird dem Generaldirektor eine Vollmacht erteilt."

Art. 12 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter "und dem beigeordneten Generaldirektor" gestrichen;

2° in Paragraf 2 wird das Wort "Minister" durch das Wort "Verwaltungsrat" ersetzt.

Art. 13 - Artikel 17 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die Ausgaben, die die in Absatz 1 genannten Beträge überschreiten, werden vom Verwaltungsrat festgelegt, genehmigt und angewiesen. Zwecks ihrer Festsetzung wird dem Generaldirektor eine Vollmacht erteilt."

Art. 14 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Oktober 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSVERDIENST

[2019/200342]

25 OKTOBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2014 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire ambtenaren van het "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Waals Agentschap voor de Bevordering van een Kwaliteitslandbouw)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikel D.231, § 2, zoals gewijzigd bij artikel 269 van het programmadecreet van 17 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2014 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire ambtenaren van het "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Waals Agentschap voor de Bevordering van een Kwaliteitslandbouw);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 25 oktober 2018;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2014 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire ambtenaren van het "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 3° wordt vervangen als volgt: "3° raad van bestuur: de raad van bestuur van het Agentschap in de zin van artikel D.230/1 van het Landbouwwetboek;"

2° punt 6° wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt: "Het dagelijkse beheer wordt waargenomen door de directeur-generaal en, bij uitdrukkelijke delegatie of bij ongeschiktheid of afwezigheid van meer dan drie dagen, door één van de twee directeurs van de directies van het Agentschap die daartoe wordt aangewezen.";

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"De bevoegdheidsoverdrachten inzake uitgaven mogen niet toegekend worden aan de titularissen van ambten die onverenigbaar zijn met de ambten van ordonnateur krachtnaams het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 3/1. De directeur-generaal kan onder de door hem bepaalde voorwaarden en modaliteiten het geheel of een gedeelte van zijn handtekensbevoegdheden overdragen. Hij stelt de raad van bestuur in kennis daarvan.".

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 5/1. De directeur-generaal heeft overdracht om alle vervolgingen uit te oefenen, voor de rechtbank te dagen of te doen verschijnen. Hij vertegenwoordigt het Agentschap in de gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen".

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 1°, worden de woorden "van de adjunct-directeur-generaal" opgeheven en het lid wordt aangevuld met de woorden "en, bij afwezigheid van de directeurs, ten overstaan van het personeel dat aan de betrokken directies is toegezwen";

2° in het tweede lid wordt 2° opgeheven.

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 6/1, luidend als volgt :

"Art. 6/1. Er wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal om het personeel waarover hij de leiding heeft, dienstverleningen wegens overmacht toe te kennen."

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "daartoe gemachtigde Minister" vervangen door de woorden "raad van bestuur".

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 9/1. Er wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal om:

1° de jobstudentencontracten te sluiten;

2° de niet-bezoldigde stageovereenkomsten te sluiten."

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het woord "minister" vervangen door de woorden "raad van bestuur".

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt artikel 15 gewijzigd als volgt :

"Art. 15. Met uitsluiting van de subsidies aan derden wordt de directeur-generaal gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het Agentschap, elke uitgave die toerekenbaar is op de algemene uitgavenbegroting van het Agentschap, ten belope van een bedrag van 50.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren."

Art. 11. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 15/1, luidend als volgt :

"Art. 15/1. Er wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal om subsidies aan derden ten belope van een bedrag van 6.000 euro toe te kennen, te vereffenen en te betalen. Hij deelt bij elke vergadering de lijst van de toegekende subsidies aan de raad van bestuur mede.

De subsidies met een bedrag hoger dan 6.000 euro worden door de Minister van Landbouw toegekend; er wordt delegatie aan de directeur-generaal verleend voor de vereffening ervan."

Art. 12. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "en de adjunct-directeur-generaal" opgeheven en worden de woorden "worden gemachtigd om" vervangen door de woorden "wordt gemachtigd om";

2° in paragraaf 2 wordt het woord "minister" vervangen door de woorden "raad van bestuur".

Art. 13. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt: "De uitgaven met een bedrag hoger dan die bedoeld in het eerste lid worden door de raad van bestuur vastgelegd, goedgekeurd en betaalbaar gesteld. Er wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal voor hun vereffening."

Art. 14. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 oktober 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200384]

13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, modifié par les arrêtés des 15 juillet 2010, 23 juin 2011, 31 mai 2012, 31 janvier 2013, 28 novembre 2013, 20 mars 2014, 15 mai 2014, 26 mars 2015, 24 mars 2016, 27 octobre 2016, 27 avril 2017 et du 14 décembre 2017;

Vu l'arrêté ministériel du 20 février 2015 portant délégation de signature en matière de transport de marchandises dangereuses par route et par voie navigable;

Vu l'Accord européen du 30 septembre 1957 relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, ci-après dénommé ADR;

Vu l'Accord européen du 26 mai 2000 relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure, ci-après dénommé ADN;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 novembre 2018;